NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/772
18 août 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 17 AOÛT 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Compte tenu du rôle essentiel que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer en ce qui concerne l'appui fourni au Gouvernement sierra-léonais dans les efforts que celui-ci déploie pour rétablir la paix et la stabilité dans l'ensemble du pays, j'ai l'honneur de vous rendre compte de la Conférence spéciale sur la Sierra Leone que j'ai réunie le 30 juillet 1998 à New York.

La réunion était organisée en consultation étroite avec le Gouvernement sierra-léonais, dont la délégation était dirigée par le Président Ahmad Tejan Kabbah, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Y ont assisté des représentants de 55 pays, dont les pays membres de la CEDEAO, de l'Union européenne et du Conseil de sécurité, les Secrétaires généraux de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Commonwealth et le Secrétaire exécutif de la CEDEAO, ainsi que des représentants de la Commission européenne, des institutions de Bretton Woods, de départements intéressés du Secrétariat de l'ONU et de programmes et organismes compétents des Nations Unies. Des représentants de plusieurs organisations non gouvernementales exécutant des programmes d'assistance en Sierra Leone ont participé en qualité d'observateurs.

L'objet de la réunion était d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation en Sierra Leone et sur les initiatives entreprises par le Gouvernement en vue de résoudre le conflit, de rétablir la sécurité et l'administration sur l'ensemble du territoire du pays et d'exécuter un programme de reconstruction et de redressement. La priorité a été donnée à l'examen des questions ci-après : le programme gouvernemental de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants et les initiatives prises par le Gouvernement dans le domaine de la consolidation de la paix; le rôle du Groupe de contrôle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) dans le rétablissement des conditions essentielles de sécurité; les mesures à prendre pour aider l'ECOMOG à satisfaire ses besoins en matière d'effectifs et de logistique; la situation humanitaire et des réfugiés; et les mesures supplémentaires à prendre par la communauté internationale pour mobiliser et coordonner l'appui dont la Sierra Leone a besoin.

Dans ma déclaration liminaire, j'ai noté que le Gouvernement du Président Kabbah avait pris un certain nombre de mesures pour combattre les effets de neuf mois d'anarchie résultant de la mauvaise administration de la junte et cherchait à jeter les bases durables de la réconciliation nationale, de la reconstruction

et du relèvement. Il fallait surmonter bon nombre d'obstacles et la Conférence spéciale veillerait à ce que les problèmes qui se posaient soient collectivement abordés par le Gouvernement et la communauté internationale dans une même optique. Le Président Kabbah a déclaré que la Conférence constituait un acte de solidarité avec le peuple de la Sierra Leone où les éléments restants de la junte du Conseil révolutionnaire des forces armées et du Front révolutionnaire uni continuaient de commettre des atrocités contre des civils. Malgré ces actes révoltants, les forces rebelles s'étaient récemment vu octroyer une amnistie de deux semaines par le Gouvernement. Le Président a fait le point des besoins les plus pressants du pays, notamment : le financement du programme de désarmement et de démobilisation mis sur pied par le Gouvernement; l'appui logistique devant être fourni à l'ECOMOG; le rapatriement des réfugiés; l'aide humanitaire d'urgence et les ressources nécessaires pour la remise en état de l'infrastructure matérielle. Le Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies, parlant au nom du Président de la CEDEAO, ainsi que les Secrétaires généraux de l'OUA et du Commonwealth ont également pris la parole à la séance d'ouverture.

Paix et sécurité

Le Ministre des affaires étrangères de la Sierra Leone, M. Sama Banya, a fourni des renseignements à jour sur l'évolution de la situation politique et en matière de sécurité. La situation à Freetown et dans les chefs-lieux de province et de district avait été normalisée sauf à Kailahun, Kono et Kabala. Le Parlement fonctionnait normalement et un Conseil des ministres multipartite avait été nommé. Les procès des membres de la junte illégale et de ses collaborateurs se déroulaient dans le respect de la légalité en présence d'observateurs internationaux. Mon Représentant spécial a informé les participants du rôle joué par la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL) et de l'état de son déploiement. Après ces interventions, des déclarations générales ont été faites par les représentants de 16 États Membres ainsi que de l'Union européenne et de la Commission européenne.

Le général de division Timothy Shelpidi, commandant de l'ECOMOG, a exposé le rôle joué par le Groupe pour rétablir le gouvernement légitime et les conditions essentielles de sécurité en Sierra Leone, indiquant que 80 % du pays était maintenant débarrassé de toute activité rebelle. Il a noté avec satisfaction les contributions apportées par les États-Unis d'Amérique et annoncées par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Conférence au titre du soutien logistique dont l'ECOMOG avait besoin et lancé un appel pour qu'une aide supplémentaire soit apportée pour répondre aux besoins de la force, tels qu'ils étaient énumérés dans un document qu'il tenait à la disposition des donateurs intéressés. Il a noté qu'actuellement quelque 10 000 hommes de l'ECOMOG se trouvaient en Sierra Leone, essentiellement originaires du Nigéria et de la Guinée, et qu'il avait besoin de 5 000 hommes supplémentaires pour permettre à la force de s'acquitter efficacement de son mandat. Plusieurs pays membres de la CEDEAO étaient disposés à fournir des contingents supplémentaires mais étaient incapables de les déployer ou de les entretenir en raison de contraintes financières et le général Shelpidi a lancé un appel aux donateurs pour qu'ils fournissent l'aide nécessaire pour surmonter ces problèmes.

Le Ministre des finances et du développement économique de la Sierra Leone, M. James Jonah, a exposé le plan de désarmement, de démobilisation et de réinsertion de quelque 33 000 anciens combattants, que le Gouvernement avait mis au point en consultation étroite avec les principaux donateurs. Il a demandé que des fonds soient apportés au programme qui durerait trois ans et coûterait environ 33,6 millions de dollars. La phase initiale, dans le cadre de laquelle 5 000 membres de l'ancienne armée du Front révolutionnaire uni qui s'étaient déjà rendus à l'ECOMOG seraient démobilisés, avait déjà commencé. Mon Représentant spécial pour la protection des enfants en période de conflit armé a noté qu'un des problèmes les plus pressants auxquels le Gouvernement sierra-léonais avait à faire face était la "crise des jeunes" et notamment le problème des enfants soldats. Il a recommandé que la Sierra Leone soit adoptée en tant que cas pilote et qu'à ce titre la communauté internationale accorde une attention politique concertée et les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des enfants et des femmes touchés par le conflit armé. Le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance a également noté que, vu l'énormité de la tâche consistant à réinsérer dans la société les quelque 4 000 enfants soldats, il faudrait à long terme engager d'importantes ressources.

Promotion des activités de redressement

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a informé les participants des énormes besoins humanitaires auxquels le pays continuait à faire face, l'accès des organisations humanitaires à certaines zones du pays demeurant limité en raison de la persistance de l'activité des rebelles. Des problèmes de déplacement et de sécurité avaient également limité l'accès des exploitants agricoles à leurs champs et on s'attendait à une sérieuse pénurie alimentaire. Il a instamment demandé aux donateurs de répondre à l'appel interinstitutions des Nations Unies de 1998 en faveur d'une assistance humanitaire d'un montant de 20,2 millions de dollars qui n'avait suscité, jusque-là, que des dons d'une valeur de 1 million de dollars. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a indiqué que la crise des réfugiés en Sierra Leone était la pire enregistrée en Afrique en 1998. Depuis le début de l'année, 209 000 sierra-léonais s'étaient réfugiés en Guinée, y portant le total à 401 000 et 57 000 au Libéria, portant le total dans ce pays à 184 000. Le nombre total de réfugiés sierra-léonais s'établissait maintenant à 595 000. Elle a exhorté les donateurs à répondre à l'appel lancé par le HCR, qui avait besoin, en faveur des réfugiés sierra-léonais, de 7,2 millions de dollars, dont 3 millions de dollars avaient été reçus jusque-là.

M. Jonah a informé les participants des initiatives de consolidation de la paix entreprises par le Gouvernement et a souligné la nécessité de revitaliser l'économie, de créer des emplois, en particulier pour les jeunes, et de renforcer l'appareil judiciaire. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a noté que le programme de reconstruction et de redressement du Gouvernement avait pour objet de s'attaquer aux causes profondes du conflit et de consolider la paix et qu'il ne fallait pas le laisser échouer par manque de ressources.

Conclusions et suivi

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, en sa qualité de Président de la réunion, a résumé les principaux points soulevés par les participants au cours des débats. Il a noté que la Conférence avait été accueillie comme une initiative qui venait à point nommé et que le niveau élevé de représentation des participants, dont des ministres et des délégations venus de gouvernements de divers pays, était le reflet de l'intérêt manifesté pour la Conférence. Le rétablissement du Président Kabbah et de son gouvernement, le 10 mars 1998, avait été accueilli avec satisfaction et les participants s'étaient félicités des mesures prises depuis lors pour rétablir la sécurité et l'ordre constitutionnel et entamer le processus de réconciliation, de reconstruction et de relèvement.

La résistance persistante d'éléments restants du Conseil révolutionnaire des forces armées et du Front révolutionnaire uni, et, en particulier, des effroyables atrocités qu'ils continuaient de commettre, ont été vivement condamnées et un appel leur avait été lancé pour qu'ils déposent les armes et se rendent au Gouvernement. Les participants se sont félicités des réunions tenues entre le Président Kabbah et le Président Taylor, son homologue du Libéria, à Abuja le 1er juillet et à Monrovia le 20 juillet et les deux dirigeants avaient été exhortés à oeuvrer de concert pour améliorer les relations entre leurs deux pays et la sécurité régionale. L'importance d'arrêter l'entrée de fournitures illégales d'armes en Sierra Leone et de mettre un terme à l'appui direct ou indirect apporté aux rebelles par des pays voisins avait été souligné.

La nécessité, pour le Gouvernement, de poursuivre des politiques axées sur la promotion de la réconciliation nationale tout en veillant à ce que les responsables des crimes et atrocités commis contre la population civile soient traduits en justice a été reconnue. Tous les accusés devaient faire l'objet d'un procès équitable dans le strict respect de la légalité. À cet égard, les participants se sont félicités de constater que le Gouvernement avait invité l'ONU et les groupes militant pour le respect des droits de l'homme à suivre les procès.

Les participants se sont félicités des réalisations de la CEDEAO et des efforts accomplis par l'ECOMOG pour rétablir le gouvernement légitime et les conditions essentielles de sécurité dans bon nombre de zones du pays. Le rétablissement de la sécurité était la priorité des priorités et il était nécessaire de fournir d'urgence une assistance technique à l'ECOMOG pour permettre à la force de satisfaire ses besoins en hommes et en appui logistique. Les pays membres de la CEDEAO qui n'avaient pas encore fourni de contingents à l'ECOMOG en Sierra Leone ont été instamment invités à le faire. Le déploiement de la MONUSIL a été appuyé sans réserve et la nécessité de bien assurer la coordination et la coopération entre l'ECOMOG et la MONUSIL a été soulignée. Plusieurs pays se sont déclarés disposés à fournir des observateurs militaires et des conseillers pour les questions de police à la MONUSIL.

Le plan de désarmement, de démobilisation et de réinsertion mis sur pied par le Gouvernement a été accueilli favorablement et considéré comme un élément critique du rétablissement d'une paix durable et l'importance de le doter de ressources suffisantes a été soulignée. Les programmes axés sur la satisfaction

des besoins des jeunes et des femmes touchés par le conflit étaient particulièrement importants. La situation humanitaire et le sort du grand nombre de réfugiés demeuraient de graves sujets de préoccupation et l’assistance des donateurs était nécessaire d’urgence à ce titre.

Les participants ont remercié les pays qui avaient accueilli les réfugiés, en particulier la Guinée et le Libéria. Enfin, de l’avis général, si les problèmes politiques, militaires, humanitaires et sociaux auxquels devait faire face la Sierra Leone étaient énormes, ils n’étaient pas insurmontables. Il fallait d’urgence mettre sur pied une action internationale coordonnée avec la participation de l’ONU et d’autres organisations internationales, d’organisations non gouvernementales et du secteur privé.

Il était encourageant de noter que plusieurs pays et organisations avaient indiqué qu’ils étaient prêts à appuyer les efforts de redressement et de reconstruction, dans certains cas en reprenant leurs programmes d’assistance bilatérale qui avaient été suspendus à la suite du coup militaire de mai 1997.

À l’issue de la réunion, les participants ont exprimé leur appui à la création d’un groupe de contact international chargé de mobiliser et de coordonner tout appui supplémentaire à la Sierra Leone et noté que les États Membres intéressés devraient se réunir prochainement pour examiner sa composition et son mode de fonctionnement.

(Signé) Kofi A. ANNAN
